



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 59.854/4
du 26 septembre 2016

sur

un avant-projet de loi
'modifiant la loi du
15 décembre 1980 sur l'accès
au territoire, le séjour,
l'établissement et
l'éloignement des étrangers
afin de renforcer la protection
de l'ordre public et de la
sécurité nationale'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 59.854/4
van 26 september 2016

over

een voorontwerp van wet 'tot
wijziging van de wet van
15 december 1980 betreffende
de toegang tot het grondgebied,
het verblijf, de vestiging en de
verwijdering van
vreemdelingen, met het doel de
bescherming van de openbare
orde en de nationale veiligheid
te versterken'

Le 19 juillet 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative, adjoint au Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé jusqu'au 30 septembre 2016 ^(*), sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers afin de renforcer la protection de l'ordre public et de la sécurité nationale'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 26 septembre 2016. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Laurence VANCRAYPEBECK, première auditrice.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 26 septembre 2016.

(*) Par courriel du 20 juillet.

*

Op 19 juli 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, belast met Administratieve Vereenvoudiging, toegevoegd aan de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen, verlengd tot 30 september 2016 ^(*), een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, met het doel de bescherming van de openbare orde en de nationale veiligheid te versterken'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 26 september 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Laurence VANCRAYPEBECK, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 26 september 2016.

(*) Bij e-mail van 20 juli.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS PRÉALABLES

1. L'avant-projet de loi à l'examen est accompagné d'un exposé des motifs et d'un commentaire des articles assez détaillés, ce qui permet de mieux en apprécier la portée. Comme l'ont toutefois confirmé les délégués, la numérotation des articles dans le commentaire ne correspond pas toujours à la numérotation des articles dans le dispositif. L'auteur de l'avant-projet veillera à assurer la parfaite concordance entre le dispositif et le commentaire avant le dépôt du projet à la Chambre.
2. Le projet sera par ailleurs utilement accompagné des tableaux de concordance qui étaient joints au dossier soumis à la section de législation.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Articles 12 et 13

L'article 21, alinéa 1^{er}, en projet habilite le ministre ou son délégué à mettre fin au moyen d'un ordre de quitter le territoire au séjour d'un étranger ressortissant d'un pays tiers admis ou autorisé au séjour pour une durée limitée ou illimitée « pour des raisons d'ordre public ou de sécurité nationale ».

L'article 22, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet habilite le ministre ou son délégué à mettre fin au moyen d'un ordre de quitter le territoire au séjour des ressortissants de pays tiers qui sont établis, de ceux qui bénéficient du statut de résident longue durée et de ceux qui sont autorisés ou admis à séjourner plus de trois mois dans le Royaume depuis dix ans au moins et y séjournent depuis de manière ininterrompue, « pour des raisons graves d'ordre public ou de sécurité nationale ». L'article 22, § 1^{er}, alinéa 2, précise :

« Le comportement de l'intéressé doit représenter une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société ».

L'article 23, § 2, en projet, relatif à l'application des articles 21 et 22 en projet, énonce :

« § 2. Il est tenu compte lors de la prise de décision de la gravité ou de la nature de l'infraction à l'ordre public ou à la sécurité nationale [que l'intéressé] a commise, ou du danger qu'il représente ainsi que de la durée de son séjour dans le Royaume ».

À propos des raisons d'ordre public et de sécurité nationale mentionnées à l'article 21 en projet, le commentaire de l'article 12 de l'avant-projet expose notamment :

« La Cour de Justice a par ailleurs interprété les notions d'ordre public et de sécurité nationale, dans le domaine de la migration et de l'asile.

Il ressort de sa jurisprudence que '[...] pour l'essentiel, les États membres restent libres de déterminer les exigences de l'ordre public, conformément à leurs besoins nationaux pouvant varier d'un État membre à l'autre et d'une époque à l'autre [...]'. Mais '[...] dans le contexte de l'Union, et notamment en tant que justification d'une dérogation à une obligation conçue dans le but d'assurer le respect des droits fondamentaux des ressortissants de pays tiers lors de leur éloignement de l'Union, ces exigences doivent être entendues strictement, de sorte que leur portée ne saurait être déterminée unilatéralement par chacun des États membres sans contrôle des institutions de l'Union'. Ainsi, la notion d'ordre public, lorsqu'elle a pour but de justifier une dérogation à un principe, 'suppose, en tout état de cause, l'existence, en dehors du trouble pour l'ordre social que constitue toute infraction à la loi, d'une menace réelle, actuelle et suffisamment grave, affectant un intérêt fondamental de la société' (arrêt *Z. Zh.*, du 11 juin 2015, C 554-13, EU:C:2015:377, point 48 et 50 et jurisprudence citée ; arrêt *H.T.*, du 24 juin 2015, C 373-13, EU:C:2015:413, point 79 ; arrêt *Byankov*, C-249/11, EU:C:2012:608, point 40 et jurisprudence citée).

La Cour a déjà dû interpréter la notion de 'sécurité nationale'. Elle vise la sécurité intérieure et extérieure. Elle comprend notamment '[...] l'atteinte au fonctionnement des institutions et des services publics essentiels ainsi que la survie de la population, de même que le risque d'une perturbation grave des relations extérieures ou de la coexistence pacifique des peuples, ou encore l'atteinte aux intérêts militaires [...]'. (arrêt *H.T.*, 24 juin 2015, C 373/13, EU:C:2015:413, points 78 et jurisprudence citée) ».

Il s'ensuit que les raisons d'ordre public, au sens de l'article 21 en projet, supposent « une menace réelle, actuelle et suffisamment grave, affectant un intérêt fondamental de la société ».

Cette interprétation a été confirmée par les délégués du Secrétaire d'État. Interrogés sur l'articulation entre les articles 21 et 22 en projet et sur l'éventuelle contradiction qui résulterait du commentaire des articles 12 et 13 de l'avant-projet quant à la gravité de l'atteinte à l'ordre public qui est requise pour l'application de ces dispositions, ces délégués ont répondu :

« Il n'y a pas de contradiction. La jurisprudence est citée en ce qui concerne la notion-même d'ordre public. Dans tous les cas, cette notion suppose que l'intéressé représente une menace réelle, actuelle et suffisamment grave, affectant un intérêt fondamental de la société ».

La section de législation observe toutefois que si l'existence d'« une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société » figure de manière expresse dans le dispositif en projet, elle apparaît, non dans l'article 21 en projet aux fins d'y préciser la portée de l'expression « raisons d'ordre public ou de sécurité nationale », mais dans l'article 22 en projet, en vue d'y expliciter la portée de l'expression « raisons graves d'ordre public ou de sécurité nationale ».

Au vu des éléments mentionnés ci-dessus, l'agencement du dispositif en projet doit être revu. La précision figurant à l'article 22, § 1^{er}, alinéa 2, en projet doit être mentionnée dans l'article 21 en projet. Cette notion ainsi précisée dans l'article 21 sera ensuite appliquée en fonction des spécificités propres à chaque situation et en tenant compte de ce que le dispositif légal mis en œuvre vise des « raisons d'ordre public ou de sécurité nationale » ou « de raisons graves d'ordre public et de sécurité nationale ». Le commentaire des articles sera complété afin de mieux éclairer, dans la mesure du possible, la portée spécifique de la notion de « raisons graves d'ordre public et de sécurité nationale », à la lumière de la jurisprudence de la Cour de justice.

Article 14

Selon son commentaire, l'article 23 en projet de la loi du 15 décembre 1980 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers' vise à soumettre à des garanties procédurales les décisions de fin de séjour prises à l'encontre de ressortissants de pays tiers admis ou autorisés à séjourner plus de trois mois sur le territoire belge, les exigences prévues à l'alinéa 1^{er} étant reprises du régime actuel.

Contrairement toutefois à l'article 20 actuel de la loi du 15 décembre 1980, la disposition en projet ne précise pas qu'il ne peut être fait grief au ressortissant concerné « de l'usage conforme à la loi qu'il a fait de la liberté de manifester ses opinions ou de celle de réunion pacifique ou d'association ».

Interrogé sur les raisons de cette suppression, les délégués du Secrétaire d'État ont indiqué ce qui suit :

« Plusieurs raisons :

– l'article 23 énonce les garanties procédurales entourant les décisions de fin de séjour pour des motifs d'ordre public ou de sécurité nationale dont peuvent faire l'objet les ressortissants de pays tiers. Par définition, cette disposition concerne donc les comportements menaçant l'ordre public ou la sécurité nationale, ces notions devant être interprétées conformément à la jurisprudence de la Cour de Justice. Dès lors que les comportements en cause sont autorisés/garantis par la loi, et plus encore par la Constitution, il n'y avait pas lieu de reprendre expressément cette garantie, puisque la jurisprudence de la Cour de Justice sur la notion d'ordre public et de sécurité nationale ne permettrait pas de mettre fin au séjour 'pour avoir fait un usage conforme à la loi de la liberté de manifester ses opinions ou de celle de réunion pacifique ou d'association' ;

– éviter des traitements discriminatoires : une telle garantie n'est pas prévue dans le cadre de l'article 3 ou de l'article 7 ; en vertu de ces dispositions, des mesures de refoulement ou d'éloignement peuvent être prises aussi pour des raisons d'ordre public ou

de sécurité nationale et pourtant ils ne prévoient pas et n'ont jamais prévu une telle garantie ; or, en ce qui concerne précisément cette garantie procédurale, il est difficile de justifier une différence de traitement en fonction de la situation de séjour ;

– les directives européennes applicables ne prévoient pas cette garantie procédurale ; ne pas le prévoir, n'implique pas que cela soit possible de mettre fin au séjour en cas d'usage conforme à la loi de la liberté de manifester ses opinions ou de celle de réunion pacifique ou d'association ; au contraire, comme mentionné plus haut, l'impossibilité de mettre fin au séjour pour ce motif découle directement de la notion d'ordre public ou de sécurité nationale ».

De telles précisions méritent de figurer dans le commentaire de l'article.

Article 18

Comme l'indique l'exposé des motifs, l'avant-projet de loi à l'examen a notamment pour objet de simplifier les règles de procédure en faisant de l'ordre de quitter le territoire la seule mesure d'éloignement dont peut faire l'objet tout étranger, quelle que soit sa situation de séjour (les arrêtés de renvoi et d'expulsion sont ainsi supprimés). Par conséquent, comme l'ont confirmé les délégués du Secrétaire d'État, il n'y a pas lieu d'indiquer, à l'article 26, alinéa 2, en projet, que le contrevenant peut être « renvoyé ou expulsé », mais qu'il peut être mis fin à son séjour et qu'un ordre de quitter le territoire peut dans ce cas lui être délivré.

L'article 26, alinéa 2, en projet sera revu en ce sens.

Article 23

Contrairement à l'article 42^{septies} actuel de la loi du 15 décembre 1980, tel que remplacé par la loi du 4 mai 2016, l'article 44 en projet ne prévoit pas de « mettre fin au séjour d'un citoyen de l'Union ou d'un membre de sa famille » (décision *ex nunc*), mais bien de « retirer le séjour aux citoyens de l'Union et aux membres de leurs familles » (décision *ex tunc*) dans l'hypothèse où « ils ont fait usage d'informations fausses ou trompeuses ou de documents faux ou falsifiés, ou lorsqu'ils ont eu recours à la fraude et à d'autres moyens illégaux qui contribuent à l'obtention du séjour ».

Selon le commentaire de l'article, il s'agit d'une transposition de l'article 35 de la directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004¹, lequel permet notamment aux États membres de retirer le séjour en cas d'abus de droit ou de fraude, pour autant que la mesure soit proportionnée et soumise aux garanties procédurales prévues aux articles 30 et 31 de la même directive.

¹ Directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 'relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, modifiant le règlement (CEE) n° 1612/68 et abrogeant les directives 64/221/CEE, 68/360/CEE, 72/194/CEE, 73/148/CEE, 75/34/CEE, 75/35/CEE, 90/364/CEE, 90/365/CEE et 93/96/CEE' (ci-après : la directive 2004/38/CE).

Tel qu'il est rédigé, l'article 44 en projet semble permettre le retrait du séjour tant du citoyen de l'Union que des membres de sa famille dès que l'un d'entre eux a eu recours aux moyens frauduleux mentionnés dans la disposition en projet. Il permettrait ainsi d'adopter à l'égard des citoyens de l'Union et des membres de leur famille des mesures plus strictes que celles qui sont applicables en cas de fraude aux ressortissants de pays tiers, puisqu'en ce qui les concerne, le titre III^{quinquies} de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'inséré par la loi du 4 mai 2016, établit une distinction entre le régime applicable au ressortissant qui aurait fraudé (retrait de séjour) et celui auquel sont soumis les membres de sa famille (décision de mettre fin au séjour).

Comme le relevait l'exposé des motifs de l'avant-projet devenu la loi du 4 mai 2016,

« Il s'agit de mettre fin au séjour, et non de retirer la décision de séjour des membres de la famille, [le] retrait n'étant permis [que] si c'est le bénéficiaire de l'acte qui s'est personnellement rendu coupable ou complice de fraude (*supra*). Tel serait le cas si le membre de la famille a également [re]couru à la fraude ou à d'autres moyens illégaux pour l'obtention ou le renouvellement d'un droit, auquel cas le paragraphe premier de l'article 74/20 serait d'application »².

Il ressort de ce qui précède que, d'une part, un retrait de séjour ne peut concerner qu'une personne qui aurait elle-même utilisé des moyens frauduleux pour obtenir le droit de séjour et que, d'autre part, il convient de pouvoir justifier, au regard du principe d'égalité et de non discrimination, que les citoyens de l'Union européenne et leurs familles fassent l'objet à cet égard d'un traitement plus défavorable que celui réservé aux ressortissants de pays tiers et à leurs familles.

L'article 23 sera réexaminé en conséquence.

Article 24

L'article 44^{bis}, § 3, en projet soumet la possibilité de mettre fin au séjour de certaines catégories de citoyens de l'Union³ à la condition qu'il existe des « raisons impérieuses de sécurité nationale ».

Selon son commentaire, cette disposition vise à transposer l'article 28, § 3, de la directive 2004/38/CE, selon lequel les décisions d'éloignement relatives à ces catégories de citoyens peuvent uniquement se fonder sur « des raisons impérieuses de sécurité publique définies par les Etats membres ».

Le commentaire de l'article se réfère à la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne pour préciser la notion de « raisons impérieuses » : il s'agit d'une notion plus stricte que celle de « motifs graves » au sens de l'article 28, paragraphe 2, de la directive 2004/38/CE, par laquelle le législateur communautaire a souhaité limiter les mesures

² *Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, n° 1696/1, p. 12.

³ Les citoyens de l'Union qui ont séjourné sur le territoire belge pendant les dix années précédentes ou les mineurs d'âge, sauf dans ce dernier cas si la décision de mettre fin au séjour est nécessaire dans l'intérêt de l'enfant.

d'éloignement pour les catégories de citoyens visés à l'article 28, paragraphe 2, de la même directive à des circonstances exceptionnelles ; la notion de raisons impérieuses de sécurité publique supposant non seulement l'existence d'une atteinte à la sécurité publique, mais, en outre, qu'une telle atteinte présente un degré de gravité particulièrement élevé, reflété par l'emploi de l'expression « raisons impérieuses » ⁴.

Le commentaire de l'article gagnerait à indiquer le type de faits qui pourrait constituer des « raisons impérieuses » de sécurité nationale. À cet égard, dans les litiges qui ont mené aux arrêts de la Cour de justice mentionnés dans le commentaire de l'article, la législation allemande considérait qu'il fallait à tout le moins que l'individu concerné ait fait l'objet d'un certain type de condamnation pénale ou d'internement pour pouvoir considérer qu'il y avait des raisons impérieuses de sécurité publique.

Article 26

L'article 44^{quater}, alinéa 2, en projet habilite le Roi à déterminer les mesures préventives qui peuvent être imposées au citoyen de l'Union ou au membre de sa famille afin d'éviter tout risque de fuite. Il va de soi, comme l'a observé la section de législation du Conseil d'État dans son avis 49.947/2/V ⁵, que les mesures préventives qui seront ainsi fixées par le Roi ne pourront pas inclure des mesures qui, telle que l'assignation à résidence, impliquent une restriction de la liberté et doivent dès lors être prévues par le législateur ⁶.

Article 27

Au paragraphe 3 en projet, la section de législation se demande si l'habilitation qu'il contient ne concerne que l'article 44^{quinquies} en projet.

Article 32

Le paragraphe 2 en projet prévoit que les décisions relatives à une demande de levée ou de suspension sont prises dans les six mois suivant l'introduction de la demande et que si dans ce délai, aucune décision n'a été notifiée au demandeur, « la décision est réputée négative ».

⁴ C.J.U.E. (gde chambre), 23 novembre 2010, (Tsakouridis), C-145/09, §§ 40 et 41 et C.J.U.E., 22 mai 2012, (P.I.), C-348/09, §§ 19 et 20.

⁵ Avis 49.947/2/V donné le 27 juillet 2011 sur un avant-projet devenu la loi du 19 janvier 2012 'modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers', *doc. parl.*, Chambre, 2011-2012, n° 1825/1, pp. 46 à 58.

⁶ Comp. avec l'article 44^{sexies} en projet.

À propos d'une disposition similaire concernant les ressortissants de pays tiers, la section de législation a, dans son avis 49.947/2/V précité, fait l'observation suivante :

« Un tel régime de décision tacite constitue une différence à l'égard des autres décisions prises en application de la loi du 15 décembre 1980, lesquelles doivent être effectivement motivées en application tant de l'article 62 de cette loi que, de manière plus générale, de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

Il appartient à tout le moins que cette différence de traitement puisse être justifiée au regard des articles 10, 11 et 191 de la Constitution »⁷.

À cet égard, le commentaire de l'article contient les explications suivantes :

« Le Ministre ou son délégué doit statuer sur la demande de l'étranger dans les six mois de l'introduction de la demande. Afin d'assurer la sécurité juridique, cette disposition prévoit ce qu'il advient de la demande si le Ministre ou son délégué est dans l'impossibilité de prendre sa décision endéans ce délai. Dans ce cas, la décision est réputée négative et l'intéressé est en droit d'introduire un recours contre cette décision négative implicite auprès du Conseil du Contentieux des Étrangers.

En décider autrement, risquerait de mettre en danger l'ordre public et/ou la sécurité nationale. En effet, les faits justifiant l'imposition d'une interdiction d'entrée peuvent s'avérer être des faits graves. Par conséquent, il convient donc de réexaminer systématiquement, sans aucune exception possible, si la 'dangerosité' des faits ayant justifié l'interdiction d'entrée est toujours ou non actuelle et réelle ».

L'article 32 de la directive 2004/38/CE vise à permettre aux personnes qui ont fait l'objet d'une interdiction d'entrée d'en demander la suspension ou la levée après un certain temps, en cas de changement matériel des circonstances ayant justifié la décision d'interdiction d'entrée. Il impose dans ce cadre aux États membres de se prononcer sur de telles demandes dans un délai de six mois. Il revient dès lors au législateur de mettre en place une procédure qui permet de s'assurer que ces demandes de levée ou de suspension seront effectivement examinées dans le délai requis de six mois. Par conséquent, il ne peut être admis que la disposition en projet envisage l'hypothèse qu'aucune décision ne soit prise dans un délai de six mois et que dans ce cas, elle précise que la décision « est réputée négative ».

L'article 44*decies* sera revu en conséquence.

Article 43

L'article 62, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet prévoit que lorsqu'il est envisagé de mettre fin au séjour ou de le retirer, l'intéressé en est informé et peut faire valoir « dans un délai déterminé » les éléments pertinents qui sont de nature à empêcher ou à influencer la prise de décision. Le délai qui serait ainsi déterminé serait suffisant pour permettre à la personne concernée de réagir de manière utile et effective. Dès lors que la disposition en projet vise à garantir à la personne concernée le droit d'être entendue, le législateur doit fixer le délai dans lequel la personne doit communiquer ces éléments pertinents.

⁷ *Doc. parl.*, Chambre, 2011-2012, n° 1825/1, p. 55.

Selon le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 3^o l'obligation d'avertir la personne concernée n'est pas d'application lorsque « l'intéressé est injoignable ». La question se pose de savoir ce qu'il faut entendre exactement par « injoignable ». Il ne pourrait en tout cas pas être déduit de cette disposition que l'obligation d'avertir la personne concernée par une future décision de mettre fin au séjour ou de le retirer soit uniquement une obligation d'avertissement oral (par téléphone, par exemple). Il y a lieu de prévoir aussi un délai dans lequel la personne, une fois « jointe », pourra faire valoir ses droits.

Articles nouveaux (à insérer)

1. L'article 44septies, § 1^{er}, en projet permet au ministre de prolonger la durée du maintien d'un citoyen de l'Union ou d'un membre de sa famille en vue de garantir son éloignement. Cette nouvelle hypothèse de prolongation de maintien doit être mentionnée à l'article 74, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 afin d'être soumise aux mêmes règles de saisine de la chambre du conseil que les hypothèses similaires de prolongation de maintien qui y sont visées. Par ailleurs, l'actuel article 25 étant remplacé par une disposition ayant un contenu tout à fait différent, il convient de ne plus y faire référence dans l'article 74, alinéa 1^{er}.

L'article 74, alinéa 1^{er}, sera modifié en conséquence.

2. L'article 74/8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi sera adapté d'une façon similaire.

3. L'abrogation de l'article 25 qu'opère l'article 4 de l'avant-projet de loi 'modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers afin de renforcer la protection de l'ordre public ou de la sécurité nationale, volet recours' sur lequel la section de législation a donné ce jour l'avis 59.853/4, doit être inséré dans le présent avant-projet de loi.

OBSERVATION FINALE DE LÉGISTIQUE

L'auteur de l'avant-projet veillera à la qualité de la présentation typographique afin, dans un souci de sécurité juridique, d'identifier aisément et précisément les paragraphes et les alinéas de chacune de ses dispositions.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN

1. Het voorliggende voorontwerp van wet gaat vergezeld van een vrij omstandige memorie van toelichting en een vrij gedetailleerde artikelsgewijze commentaar, waardoor de draagwijdte ervan beter ingeschat kan worden. Zoals de gemachtigden bevestigd hebben, stemt de nummering van de artikelen in de commentaar evenwel niet altijd overeen met de nummering van de artikelen in het dispositief. De steller van het voorontwerp dient erop toe te zien dat het dispositief en de commentaar volledig op elkaar afgestemd zijn voordat het ontwerp bij de Kamer wordt ingediend.

2. Overigens zou het nuttig zijn om het ontwerp vergezeld te laten gaan van de concordantietabellen die gevoegd zijn bij het dossier dat aan de afdeling Wetgeving voorgelegd is.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikelen 12 en 13

Bij het ontworpen artikel 21, eerste lid, wordt aan de minister of zijn gemachtigde de bevoegdheid verleend om, door middel van een bevel om het grondgebied te verlaten, “een einde [te] maken aan het verblijf van een onderdaan van een derde land die voor een beperkte of onbeperkte duur tot het verblijf is toegelaten of gemachtigd” “om redenen van openbare orde of nationale veiligheid”.

Bij het ontworpen artikel 22, § 1, eerste lid, wordt aan de minister of zijn gemachtigde de bevoegdheid verleend om, door middel van een bevel om het grondgebied te verlaten, “om ernstige redenen van openbare orde of nationale veiligheid” een einde te maken aan het verblijf van onderdanen van een derde land die hier gevestigd zijn, die de status van langdurig ingezetene in het Rijk genieten of die gemachtigd of toegelaten zijn tot een verblijf van meer dan drie maanden in het Rijk sinds ten minste tien jaar en hier sindsdien ononderbroken verblijven. Artikel 22, § 1, tweede lid, luidt als volgt:

“Het gedrag van de betrokkene moet een werkelijke, actuele en voldoende ernstige bedreiging voor een fundamenteel belang van de samenleving zijn.”

In het ontworpen artikel 23, § 2, dat verband houdt met de toepassing van de ontworpen artikelen 21 en 22, wordt het volgende bepaald:

“§ 2. Er wordt bij het nemen van de beslissing rekening gehouden met de ernst of de aard van de inbreuk op de openbare orde of de nationale veiligheid die [de betrokkene] heeft begaan, of met het gevaar dat van hem uitgaat, en met de duur van zijn verblijf in het Rijk.”

In verband met de redenen van openbare orde en nationale veiligheid waarvan in het ontworpen artikel 21 sprake is, wordt in de commentaar bij artikel 12 van het voorontwerp inzonderheid het volgende uiteengezet:

“Het Hof van Justitie heeft trouwens de begrippen ‘openbare orde’ en ‘binnenlandse veiligheid’ geïnterpreteerd, op het gebied van migratie en asiel.

Uit zijn rechtspraak blijkt dat ‘[...] de lidstaten weliswaar in wezen vrij blijven om de eisen van de openbare orde af te stemmen op hun nationale behoeften, die per lidstaat en per tijdsgewricht kunnen verschillen [...]’. Maar [...] in de context van de Unie, met name omdat zij een afwijking rechtvaardigen van een verplichting die bedoeld is om de eerbiediging van de grondrechten van derdelanders bij hun verwijdering uit de Unie te verzekeren (moeten deze eisen) restrictief worden opgevat, zodat de inhoud ervan niet eenzijdig door de onderscheiden lidstaten kan worden bepaald zonder controle door de instellingen van de Unie’. Zo veronderstelt het [begrip] openbare orde, als het tot doel heeft een afwijking van een principe te rechtvaardigen, ‘[...] hoe dan ook, naast de verstoring van de maatschappelijke orde die bij elke wetsovertreding plaatsvindt, [...] dat er sprake is van een werkelijke, actuele en voldoende ernstige bedreiging die een fundamenteel belang van de samenleving aantast.’ (arrest Z. Zh., van 11 juni 2015, C-554-13, EU:C:2015:377, punten 48 en 50 en vermelde rechtspraak; arrest H.T., van 24 juni 2015, C 373-13, EU:C:2015:413, punt 79; arrest Byankov, C-249/11, EU:C:2012:608, punt 40 en vermelde rechtspraak).

Het Hof heeft het begrip ‘nationale veiligheid’ al moeten interpreteren. Het doelt op de binnenlandse veiligheid en de buitenlandse veiligheid. Het omvat namelijk ‘[...] de aantasting van het functioneren van instellingen en essentiële openbare diensten, alsook het overleven van de bevolking, het risico van een ernstige verstoring van de externe betrekkingen of van de vreedzame co-existentie van de volkeren, evenals de aantasting van militaire belangen [...]’. (arrest H.T., 24 juni 2015, C 373/13, EU:C.2015:413, punt 78).”

Daaruit volgt dat de redenen van openbare orde in de zin van het ontworpen artikel 21 veronderstellen “dat er sprake is van een werkelijke, actuele en voldoende ernstige bedreiging die een fundamenteel belang van de samenleving aantast”.

Deze interpretatie is bevestigd door de gemachtigden van de Staatssecretaris. Op een vraag over de samenhang tussen de ontworpen artikelen 21 en 22 en over de tegenstrijdigheid die eventueel zou kunnen voortvloeien uit de commentaar bij de artikelen 12 en 13 van het voorontwerp qua ernst van de aantasting van de openbare orde die voor de toepassing van die bepalingen vereist is, hebben de gemachtigden het volgende geantwoord:

« Il n’y a pas de contradiction. La jurisprudence est citée en ce qui concerne la notion-même d’ordre public. Dans tous les cas, cette notion suppose que l’intéressé représente une menace réelle, actuelle et suffisamment grave, affectant un intérêt fondamental de la société ».

De afdeling Wetgeving wijst er evenwel op dat in het ontworpen dispositief weliswaar uitdrukkelijk bepaald wordt dat er “een werkelijke, actuele en voldoende ernstige bedreiging voor een fundamenteel belang van de samenleving” moet zijn, maar die bepaling niet voorkomt in het ontworpen artikel 21 om daarin te preciseren wat zoal onder de uitdrukking “redenen van openbare orde of nationale veiligheid” valt, maar in het ontworpen artikel 22 om daarin uitdrukkelijk te vermelden wat onder de uitdrukking “ernstige redenen van openbare orde of nationale veiligheid” valt.

Gelet op het voorafgaande dient de inrichting van het ontworpen dispositief herzien te worden. De verduidelijking die vervat is in het ontworpen artikel 22, § 1, tweede lid, moet in het ontworpen artikel 21 opgenomen worden. Dat begrip, dat aldus verduidelijkt wordt in artikel 21, moet vervolgens toegepast worden naar gelang van de specifieke kenmerken van iedere situatie, waarbij rekening dient te worden gehouden met het feit dat het wettelijk voorschrift waarmee gewerkt wordt, verwijst naar “redenen van openbare orde of nationale veiligheid” of naar “ernstige redenen van openbare orde of nationale veiligheid”. De artikelsgewijze commentaar moet aldus aangevuld worden dat voor zover mogelijk meer klaarheid wordt geschapen over de specifieke draagwijdte van het begrip “ernstige redenen van openbare orde of nationale veiligheid” in het licht van de rechtspraak van het Hof van Justitie.

Artikel 14

Volgens de commentaar bij het ontworpen artikel 23 van de wet van 15 december 1980 ‘betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’ strekt dat artikel ertoe procedurele waarborgen te laten gelden voor de beslissingen tot beëindiging van het verblijf die genomen worden ten aanzien van onderdanen van derde landen die gemachtigd of toegelaten waren tot een verblijf van meer dan drie maanden op Belgisch grondgebied; de in het eerste lid bepaalde vereisten zijn overgenomen uit de huidige regeling.

Anders dan in het huidige artikel 20 van de wet van 15 december 1980, wordt in de ontworpen bepaling evenwel niet gepreciseerd dat aan de betrokken onderdaan van een derde land niet het verwijt gemaakt mag worden “van het gebruik dat hij overeenkomstig de wet gemaakt heeft van de vrijheid van meningsuiting of van deze van vreedzame vergadering of van vereniging”.

Naar aanleiding van een vraag over de redenen van die schrapping, hebben de gemachtigden van de Staatssecretaris het volgende te kennen gegeven:

« Plusieurs raisons :

– l’article 23 énonce les garanties procédurales entourant les décisions de fin de séjour pour des motifs d’ordre public ou de sécurité nationale dont peuvent faire l’objet les ressortissants de pays tiers. Par définition, cette disposition concerne donc les comportements menaçant l’ordre public ou la sécurité nationale, ces notions devant être interprétées conformément à la jurisprudence de la Cour de Justice. Dès lors que les comportements en cause sont autorisés/garantis par la loi, et plus encore par la Constitution, il n’y avait pas lieu de reprendre expressément cette garantie, puisque la jurisprudence de la Cour de Justice sur la notion d’ordre public et de sécurité nationale ne

permettrait pas de mettre fin au séjour ‘pour avoir fait un usage conforme à la loi de la liberté de manifester ses opinions ou de celle de réunion pacifique ou d’association’ ;

– éviter des traitements discriminatoires : une telle garantie n’est pas prévue dans le cadre de l’article 3 ou de l’article 7 ; en vertu de ces dispositions, des mesures de refoulement ou d’éloignement peuvent être prises aussi pour des raisons d’ordre public ou de sécurité nationale et pourtant ils ne prévoient pas et n’ont jamais prévu une telle garantie ; or, en ce qui concerne précisément cette garantie procédurale, il est difficile de justifier une différence de traitement en fonction de la situation de séjour ;

– les directives européennes applicables ne prévoient pas cette garantie procédurale ; ne pas le prévoir, n’implique pas que cela soit possible de mettre fin au séjour en cas d’usage conforme à la loi de la liberté de manifester ses opinions ou de celle de réunion pacifique ou d’association ; au contraire, comme mentionné plus haut, l’impossibilité de mettre fin au séjour pour ce motif découle directement de la notion d’ordre public ou de sécurité nationale ».

Dergelijke verduidelijkingen zouden in de commentaar bij het artikel opgenomen moeten worden.

Artikel 18

Zoals in de memorie van toelichting aangegeven wordt, heeft het voorliggende voorontwerp van wet onder meer tot doel de procedureregels te vereenvoudigen door van het bevel om het grondgebied te verlaten de enige maatregel tot verwijdering te maken die getroffen kan worden ten aanzien van elke vreemdeling, welke zijn verblijfsituatie ook is (zo zal voortaan niet meer gewerkt worden met terugwijzings- en uitzettingsbesluiten). Zoals de gemachtigden van de Staatssecretaris bevestigd hebben, bestaat er bijgevolg geen grond om in het ontworpen artikel 26, tweede lid, te vermelden dat de overtreder “teruggewezen of uitgezet” kan worden, maar dient te worden bepaald dat in dat geval een einde gemaakt kan worden aan zijn verblijf en hem het bevel kan worden gegeven het grondgebied te verlaten.

Het ontworpen artikel 26, tweede lid, behoort in die zin te worden herzien.

Artikel 23

Anders dan in het huidige artikel 42^{septies} van de wet van 15 december 1980, zoals dat artikel vervangen is bij de wet van 4 mei 2016, wordt in het ontworpen artikel 44 niet bepaald dat “een einde [wordt gemaakt] aan het verblijf van een burger van de Unie of een familielid van deze burger” (beslissing *ex nunc*), maar wel dat “het verblijf van de burgers van de Unie en hun familieleden [ingetrokken kan worden]” (beslissing *ex tunc*) ingeval “zij valse of misleidende informatie of valse of vervalste documenten hebben gebruikt, of fraude hebben gepleegd of andere onwettige middelen hebben gebruikt, die hebben bijgedragen tot het verkrijgen van het verblijf”.

Volgens de commentaar bij die bepaling is dit artikel een omzetting van artikel 35 van richtlijn 2004/38/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004¹, welk artikel aan de lidstaten inzonderheid de mogelijkheid biedt om in geval van rechtsmisbruik of fraude het verblijfsrecht in te trekken voor zover die maatregel evenredig is en onderworpen is aan de procedurele waarborgen waarin de artikelen 30 en 31 van diezelfde richtlijn voorzien.

Zoals het ontworpen artikel 44 gesteld is, lijkt dat artikel de mogelijkheid te bieden om het verblijfsrecht in te trekken zowel van de burger van de Unie als van diens familieleden zodra een onder hen een van de frauduleuze middelen heeft aangewend die in de ontworpen bepaling worden vermeld. Aldus zou die bepaling de mogelijkheid bieden om ten aanzien van burgers van de Unie en hun familieleden striktere maatregelen te treffen dan die welke toepasselijk zijn in geval van fraude door onderdanen van derde landen, aangezien wat deze laatstgenoemden betreft, in titel III *iniquities* van de wet van 15 december 1980, zoals ingevoegd bij de wet van 4 mei 2016, een onderscheid wordt gemaakt tussen de regeling die geldt voor de onderdaan die fraude zou hebben gepleegd (intrekking van verblijf) en die waaronder diens familieleden vallen (beslissing om een einde te maken aan het verblijf).

In de memorie van toelichting bij het voorontwerp dat tot de wet van 4 mei 2016 geleid heeft, is op het volgende gewezen:

“Het betreft de beëindiging van het verblijf, en niet het intrekken van de beslissing tot verblijf van de gezinsleden, aangezien de intrekking alleen is toegelaten wanneer het de begunstigde van de rechtshandeling is die zich persoonlijk schuldig heeft gemaakt aan bedrog of er medeplichtig aan is (zie hierboven). Dat zou het geval zijn indien het gezinslid ook fraude heeft gepleegd of andere onwettige middelen heeft gebruikt voor het verkrijgen of behouden van een recht, in welk geval § 1 van artikel 74/20 van toepassing zou zijn.”²

Uit wat voorafgaat volgt, enerzijds dat de intrekking van het verblijfsrecht alleen kan gelden voor een persoon die zelf frauduleuze middelen aangewend zou hebben om dat recht te verkrijgen en, anderzijds dat in het licht van het gelijkheids- en non-discriminatiebeginsel gerechtvaardigd dient te kunnen worden dat burgers van de Europese Unie en hun familieleden in dit opzicht een minder gunstige behandeling ten deel zou vallen dan die welke te beurt valt aan onderdanen van derde landen en hun familieleden.

Artikel 23 moet dienovereenkomstig opnieuw onderzocht worden.

¹ Richtlijn 2004/38/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 ‘betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden, tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 1612/68 en tot intrekking van de Richtlijnen 64/221/EEG, 68/360/EEG, 72/194/EEG, 73/148/EEG, 75/34/EEG, 75/35/EEG, 90/364/EEG, 90/365/EEG en 93/96/EEG’ (hierna richtlijn 2004/38/EG genoemd).

² *Parl.St.* Kamer 2015-16, nr. 1696/1, 12.

Artikel 24

Volgens het ontworpen artikel 44*bis*, § 3, geldt voor de mogelijkheid om een einde te maken aan het verblijfsrecht van bepaalde categorieën van burgers van de Unie³ de voorwaarde dat er daartoe “dwingende redenen van nationale veiligheid” moeten zijn.

Volgens de commentaar bij deze bepaling strekt ze tot omzetting van artikel 28, lid 3, van richtlijn 2004/38/EG, naar luid waarvan besluiten tot verwijdering ten aanzien van die categorieën van burgers alleen mogen steunen op “dwingende redenen van openbare veiligheid zoals door de lidstaten gedefinieerd”.

In de commentaar bij het artikel wordt verwezen naar de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie om het begrip “dwingende redenen” te verduidelijken: het gaat om een enger begrip dan het begrip “ernstige redenen” in de zin van artikel 28, lid 2, van richtlijn 2004/38/EG, waarmee de wetgever van de Unie de maatregelen tot verwijdering voor de categorieën van burgers bedoeld in artikel 28, lid 2, van dezelfde richtlijn heeft willen beperken tot uitzonderlijke omstandigheden; het begrip „dwingende redenen van openbare veiligheid” veronderstelt immers niet alleen een aantasting van de openbare veiligheid, maar ook dat deze aantasting bijzonder ernstig is, hetgeen tot uiting komt door het gebruik van de woorden “dwingende redenen”.⁴

Het verdient aanbeveling om in de commentaar bij het artikel aan te geven welk type feiten “dwingende redenen van nationale veiligheid” zou kunnen opleveren. In dit verband ging de Duitse wetgeving er, in de zaken die geleid hebben tot de arresten van het Hof van Justitie die in de commentaar bij het artikel vermeld worden, van uit dat op zijn minst vereist was dat het betrokken individu een bepaald type van strafrechtelijke veroordeling opgelopen had of geïnterneerd was opdat geoordeeld kon worden dat er dwingende redenen van openbare veiligheid voorhanden waren.

Artikel 26

Bij het ontworpen artikel 44*quater*, tweede lid, wordt de Koning ertoe gemachtigd te bepalen welke preventieve maatregelen opgelegd kunnen worden aan de burger van de Unie of aan zijn familielid om elk risico op onderduiken te vermijden. Zoals de afdeling Wetgeving in haar advies 49.947/2/V⁵ opgemerkt heeft, spreekt het vanzelf dat de preventieve maatregelen die aldus door de Koning vastgesteld worden geen maatregelen mogen zijn die, zoals de aanwijzing

³ De burgers van de Unie die gedurende de tien voorgaande jaren op Belgisch grondgebied verbleven hebben of die minderjarig zijn, uitgezonderd, wat de laatstgenoemden betreft, indien de beslissing om een einde te maken aan het verblijf noodzakelijk is in het belang van het kind.

⁴ HvJ (grote kamer) 23 november 2010, (Tsakouridis), C-145/09, punten 40 en 41 en HvJ 22 mei 2012, (P.I.), C-348/09, punten 19 en 20.

⁵ Advies 49.947/2/V, d.d. 27 juli 2011 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 19 januari 2012 ‘tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’, *Parl.St.* Kamer 2011-12, nr. 1825/1, 46 tot 58.

van een verblijfplaats, een beperking van de vrijheid inhouden en waarvoor derhalve alleen de wetgever bevoegd is.⁶

Artikel 27

In verband met de ontworpen paragraaf 3 vraagt de afdeling Wetgeving zich af of de daarin vervatte machtiging alleen betrekking heeft op het ontworpen artikel 44*quinquies*.

Artikel 32

In de ontworpen paragraaf 2 wordt bepaald dat de beslissing betreffende een aanvraag tot intrekking of tot schorsing van een inreisverbod genomen wordt binnen een termijn van zes maanden vanaf de indiening van de aanvraag en dat indien binnen die termijn aan de aanvrager van geen enkele beslissing kennis is gegeven, “de beslissing geacht [wordt] negatief te zijn”.

In verband met een soortgelijke bepaling betreffende de onderdanen van derde landen heeft de afdeling Wetgeving in haar voornoemd advies 49.947/2/V de volgende opmerking gemaakt:

“Zulk een stelsel van stilzwijgende beslissing onderscheidt zich van de andere beslissingen die genomen worden met toepassing van de wet van 15 december 1980, en die daadwerkelijk gemotiveerd moeten zijn, zowel ingevolge artikel 62 van deze wet als, meer in het algemeen, ingevolge de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

Dit verschil in behandeling moet op zijn minst gerechtvaardigd kunnen worden in het licht van de artikelen 10, 11 en 191 van de Grondwet.”⁷

In dat verband bevat de commentaar bij het artikel de volgende uitleg:

“De minister of zijn gemachtigde moet uitspraak doen over de aanvraag van de vreemdeling binnen zes maanden na de indiening van de aanvraag. Met het oog op de rechtszekerheid, schrijft deze bepaling voor wat er met de aanvraag gebeurt als de minister of zijn gemachtigde in de onmogelijkheid verkeert zijn beslissing binnen deze termijn te nemen. In dat geval wordt de beslissing geacht afwijzend te zijn en heeft de betrokkene het recht tegen deze stilzwijgend negatieve beslissing in beroep te gaan bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen.

Daar anders over beslissen zou de openbare orde en/of de nationale veiligheid in gevaar kunnen brengen. De feiten die het opleggen van een inreisverbod rechtvaardigen, kunnen immers ernstige feiten blijken te zijn. Er dient bijgevolg systematisch opnieuw te worden onderzocht, zonder één enkele uitzondering, of de ‘gevaarlijkheid’ van de feiten die het inreisverbod rechtvaardigde nog altijd actueel en reëel is.”

Artikel 32 van richtlijn 2004/38/EG strekt ertoe personen die een inreisverbod hebben gekregen de mogelijkheid te bieden om na een zekere tijd een aanvraag in te dienen om

⁶ Vergelijk met het ontworpen artikel 44*sexies*.

⁷ *Parl.St.* Kamer 2011-12, nr. 1825/1, 55.

dat verbod te laten schorsen of opheffen ingeval een wijziging in materiële zin is opgetreden in de omstandigheden die het inreisverbod rechtvaardigen. In dat kader moeten de lidstaten krachtens dat artikel binnen een termijn van zes maanden hun besluit nemen. De wetgever dient dan ook een procedure in te voeren waardoor men zeker kan zijn dat die aanvragen tot opheffing of schorsing daadwerkelijk binnen de gestelde termijn van zes maanden onderzocht zullen worden. Bijgevolg kan niet aanvaard worden dat in de ontworpen bepaling rekening gehouden wordt met het geval dat binnen die termijn van zes maanden geen enkele beslissing genomen zou zijn en dat daarin bepaald wordt dat de beslissing in dat geval, geacht wordt “negatief te zijn”.

Het ontworpen artikel 44*decies* behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

Artikel 43

In het ontworpen artikel 62, § 1, eerste lid, wordt bepaald dat, wanneer overwogen wordt om het verblijf te beëindigen of in te trekken, de betrokkene hiervan op de hoogte gebracht wordt en hem de mogelijkheid geboden wordt om, “binnen een bepaalde termijn”, de relevante elementen aan te voeren die het nemen van een beslissing kunnen verhinderen of beïnvloeden. De termijn die aldus bepaald zou worden, zou lang genoeg zijn opdat de betrokken persoon naar behoren en daadwerkelijk kan reageren. Doordat de ontworpen bepaling ertoe strekt om voor de betrokkene het recht om gehoord te worden te garanderen, moet de wetgever vaststellen binnen welke termijn hij die relevante gegevens moet aanvoeren.

Volgens de ontworpen paragraaf 1, tweede lid, 3°, is de verplichting om de betrokkene op de hoogte te brengen niet van toepassing wanneer die “onbereikbaar [is]”. De vraag rijst wat juist onder “onbereikbaar” moet worden verstaan. Uit deze bepaling mag hoe dan ook niet afgeleid worden dat de verplichting tot informatie van de persoon ten aanzien van wie in de toekomst een beslissing tot beëindiging of tot intrekking van verblijf zal worden genomen, niets meer is dan een verplichting om hem daarvan mondeling op de hoogte te brengen (per telefoon, bijvoorbeeld). Er dient eveneens voorzien te worden in een termijn waarbinnen die persoon, zodra hij “bereikt” is, zijn rechten moet kunnen doen gelden.

Nieuwe artikelen (in te voegen)

1. Bij het ontworpen artikel 44*septies*, § 1, wordt aan de minister de mogelijkheid geboden de duur te verlengen van de vasthouding van een burger van de Unie of van een familielid van hem teneinde diens verwijdering te garanderen. Dit nieuwe geval van verlenging van de vasthouding dient vermeld te worden in artikel 74, eerste lid, van de wet van 15 december 1980 opdat voor dat geval dezelfde regels inzake het adïëren van de raadkamer gelden als voor de soortgelijke gevallen van verlenging van de vasthouding waarnaar daarin verwezen wordt. Doordat het huidige artikel 25 vervangen wordt door een bepaling met een volledig andere strekking, behoort daarnaar overigens niet meer verwezen te worden in artikel 74, eerste lid.

Artikel 74, eerste lid, moet dienovereenkomstig gewijzigd worden.

2. Artikel 74/8, § 1, eerste lid, van dezelfde wet dient op soortgelijke wijze aangepast te worden.

3. De opheffing van artikel 25, die tot stand gebracht wordt bij artikel 4 van het voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, met het doel de bescherming van de openbare orde en de nationale veiligheid te versterken, luik beroepen', waarover de afdeling Wetgeving vandaag advies 59.853/4 gegeven heeft, dient in dit voorontwerp van wet ingevoegd te worden.

SLOTOPMERKING VAN WETGEVINGSTECHNISCHE AARD

De steller van het voorontwerp dient te zorgen voor een goede typografische presentatie opdat met het oog op de rechtszekerheid makkelijk een duidelijk onderscheid kan worden gemaakt tussen de paragrafen en de leden van elk artikel ervan.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY